

Ce que les gilets jaunes nous disent de la décomposition des organisations politiques... et de leur nécessité...

par Rémi Lefebvre

Forces et faiblesses d'un mouvement inédit, porte-parole d'une partie du peuple qui se sent oubliée, porteur de revendications politiques mais rétif à l'organisation.

La République en Marche (LREM) et les gilets jaunes sont deux mouvements idéologiquement et sociologiquement opposés. Ils semblent, dans leurs mots d'ordre, leur style, leur géographie sociale ou les propriétés sociales de leurs participants aux antipodes. Ils sont pourtant les deux faces d'une même pièce, celle de l'affaiblissement de l'ordre partisan et des organisations traditionnelles. En miroir, ils participent de l'affirmation, selon Gérard Noiriel, de la « démocratie du public » (*Le Monde*, le 28 novembre 2018). Ces mouvements ne sont pas le produit de traditions organisationnelles ou de cultures politiques préétablies, mais ont éclaté en fonction d'une conjoncture et d'une actualité précises, en apparence *ex nihilo*. À quelques mois de distance, ils ont subverti et déstabilisé le système politique : *par le*

Rémi Lefebvre est professeur de science politique, université de Lille, CERAPS.

haut pour le mouvement d'Emmanuel Macron, plus élitaire, *par le bas* pour les gilets jaunes, plus proche d'une base populaire (aux contours complexes). Ils ont fait effraction dans la « vieille politique » et le « vieux monde » dont ils ont cassé les codes dominants. On retrouve, dans les deux cas, un rejet du « vieux monde » et une aspiration à la déprofessionnalisation de la politique. Mouvements « improbables », ils ont dérouté les grilles d'analyse des observateurs et les acteurs dominants qui ne les avaient pas anticipés et ils ont suscité une pléthore d'interprétations, tant ils déstabilisent les routines analytiques des chercheurs¹.

Les deux mouvements se sont aussi structurés sous des formes identiques (de manière horizontale et à partir des réseaux sociaux sans structure préétablie) mais aussi très différenciées (personnalisation très forte autour d'un leader d'un côté, refus de tout leadership et mise en cause du principe même de représentation de l'autre). Ils ont tous les deux en quelque sorte « ubérisé » les acteurs représentatifs traditionnels du système politique.

La République en Marche et les gilets jaunes sont le produit et les ferments d'une dynamique de *désintermédiation* de la politique. Les médiations traditionnelles sont court-circuitées par des organisations ou des mouvements qui surgissent et les déstabilisent en utilisant les réseaux sociaux, les plateformes et des formes à la fois horizontales et verticales de mobilisation. Ils traduisent ainsi, chacun à leur manière, la décomposition des organisations politiques et l'affaiblissement de leur ancrage social. Ils portent les intérêts de groupes sociaux qui ne se sentaient plus représentés ou déniés. Danielle Tartakowsky note (*Les Échos*, le 6 décembre 2018) : « En restructurant la politique sur une base sociologique et en semblant légitimer par son action une forme de démocratie directe sans corps intermédiaires, Emmanuel Macron a favorisé cet effet miroir ».

La symétrie entre les deux mouvements comporte des limites. La République en Marche a réussi son entrée en politique et à s'intégrer dans le système institutionnel confortant certaines de ses tendances (présidentialisation et ultra-personnalisation). Le mouvement d'Emmanuel Macron s'est d'emblée situé sur le terrain électoral et l'a investi avec une grande efficacité et rapidité. Les

(1) Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, « Introduction générale. La science politique mise au défi par Emmanuel Macron » in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, dir., *L'entreprise Macron*, Presses universitaires de Grenoble, 2019. Les gilets Jaunes ont suscité une véritable frénésie analytique chez les intellectuels qui ont multiplié les tribunes et les interprétations.

objectifs de moyen et long terme des gilets jaunes sont flous ou non définis. Ils s'inscrivent de fait plutôt dans l'espace des mouvements sociaux. Mais si le mouvement des gilets jaunes s'est essoufflé (tout en bénéficiant d'un soutien élevé et persistant de l'opinion publique) c'est pour partie parce qu'il n'a pas su donner un débouché politique à la mobilisation ou trouver une voie pour pérenniser son action et sa dynamique. La difficulté à structurer le mouvement ou l'échec des listes aux élections européennes sont emblématiques de ce processus. Les gilets jaunes sont ainsi à la fois le symptôme de la décomposition des partis mais aussi sans doute la manifestation de leur nécessité dès lors que la démocratie reste structurée par le mécanisme représentatif. Ne pas être un parti ou une organisation : c'est à la fois la force des gilets jaunes... et leur faiblesse.

UNE MOBILISATION QUI S'EST CONSTRUITE SANS LES PARTIS ET SYNDICATS ET CONTRE EUX

Le mouvement des gilets jaunes s'est développé hors de toute structure traditionnelle de représentation, syndicat ou parti. Il a pourtant obtenu en quelques semaines ce que les mouvements sociaux ou actions collectives n'ont pas réussi à arracher depuis des années de luttes plus traditionnelles. Le pouvoir, aux abois, a cédé en décembre, Emmanuel Macron concédant quelques milliards pour chercher à faire baisser la pression (il reprend ensuite la main avec le grand débat). Le mouvement introduit, de ce point de vue, une rupture avec une série d'échecs ayant conduit à une forme de démoralisation et de banalisation de la défaite et une délégitimation des formes traditionnelles de mobilisation comme la grève ou les journées d'action. Rappelons que la dernière grande victoire d'un mouvement social a été le retrait du contrat première embauche (CPE) en 2006. Les mouvements classiques contre la loi Travail, les ordonnances Macron ou la réforme de la SNCF ont été des défaites patentes et cuisantes². Le paradoxe est que le niveau de mobilisation en novembre-décembre 2018 a été pourtant somme toute relativement limité (300 000 personnes) et moins massif que la protestation contre la fin du statut des cheminots quelques mois plus tôt. Le mouvement s'est néanmoins appuyé sur le soutien de l'opinion publique qui a été massif, renouant avec une forme

(2) Le sociologue du syndicalisme Baptiste Giraud observe (*Le Monde*, le 14 janvier 2019) que « depuis plusieurs années, il y a une difficulté à impulser des grèves par le haut : le plus souvent, les mouvements de grèves sont localisés et liés à des restructurations et à des mouvements salariaux ».

de soutien « par procuration » qui avait marqué le conflit social de novembre-décembre 1995.

Un mouvement original

Un mouvement social « auto-organisé » qui émerge et se développe en dehors des canaux traditionnels de la contestation et de la représentation sociale n'est pas un phénomène nouveau. Pensons aux « coordinations dans les années 1980 » (en 1986 à la SNCF, avec les infirmières à l'automne 1988...). Ces dernières étaient cependant strictement corrélées et confinées à un milieu professionnel salarié et ont été largement animées par des militants de la « gauche syndicale », venant en particulier de la CFDT. Elles avaient désigné des interlocuteurs pour négocier avec le gouvernement. Le mouvement de gilets jaunes est beaucoup plus large et rassemble une fraction importante de primo-engagés³. Les gilets jaunes sont emblématiques de ce que le sociologue Albert Ogien appelle les « pratiques politiques autonomes » qui se développent à l'écart des institutions traditionnelles de la démocratie représentative : rassemblements, partis plateformes, nouveaux partis, comme Momentum en Grande-Bretagne, le Tea Party aux États-Unis, le mouvement Cinq étoiles (M5S) en Italie, les Indignés en Espagne... qui ne cherchent pas tous la conquête du pouvoir d'État mais instaurent des contre-pouvoirs démocratiques et sont facteurs de changement social. Il écrit : « l'irruption de groupes d'activistes sans attache dans l'univers clos de la politique est un phénomène qui gagne en importance à mesure que ces pratiques se diffusent et s'internationalisent »⁴. Le *modus operandi* classique des mobilisations initiées par les organisations traditionnelles est le suivant : elles lancent un appel, fixent une date, un lieu, préparent l'acheminement des mobilisés avec des autocars et cherchent à attirer l'attention des médias et des gouvernants. L'action collective des gilets jaunes n'est pas totalement en rupture : il y a bien eu un appel à mobilisation le 17 novembre 2018, préparé de longue date. Mais la dynamique a été globalement spontanée, décentralisée, au départ essentiellement locale (le mouvement s'est rapidement nationalisé à travers les chaînes d'information en continu et les montées à la capitale le samedi). Le mode de mobilisation qui perturbe les grilles d'analyse classique est ici moléculaire, sans centre ni leader et

(3) Selon l'enquête menée par les politistes de l'IEP de Grenoble, portant sur 300 groupes Facebook, 55 % des participants sont des primo-manifestants.

(4) « Le spectre de la démocratie directe », *Libération*, le 31 janvier 2019.

n'est cadré ni par un parti ou par une organisation syndicale. Le mouvement a réussi à imposer son vocabulaire, ses symboles et points de ralliement, des gilets jaunes aux ronds-points. La forme d'action privilégiée est l'occupation, celle des ronds-points plus que des places comme dans le mouvement des indignés, lors du printemps arabe ou de Nuit debout, forme de « non-lieux » investis soudainement de sens politique. Les revendications ou le cadrage idéologique de l'action collective sont en mouvement et évolutifs. Le principe d'action est celui de l'intermittence et se révèle donc moins coûteux que la grève (on occupe les ronds-points en se relayant, on manifeste le samedi quand on peut...). Les acteurs mobilisés alternent temps forts et faibles pour « optimiser l'usage des énergies sollicitées »⁵. Pour Olivier Fillieule, spécialiste de l'action collective, ce qui a fait le succès de la mobilisation c'est son *modus operandi* qui permet « de tenir en continuant à travailler »⁶.

Les partis et syndicats hors jeu

Une « ringardisation » des répertoires d'action traditionnels s'opère par là-même. Le pouvoir est dérouteré et déstabilisé face à un mouvement insaisissable qui joue au chat et à la souris, sur lequel il n'a pas prise et qui refuse de produire des interlocuteurs pour négocier. Le jeu représentatif traditionnel est fondé sur une division du travail entre partis et syndicats : la défense des intérêts catégoriels revient aux syndicats et la tâche d'articuler ces revendications en propositions politiques par la médiation des institutions politiques incombe aux partis. Le modèle des « pratiques politiques autonomes » trouble ce jeu établi et largement épuisé. Le mouvement a agi comme un révélateur de la décomposition des organisations politiques : en apesanteur sociale ou trop repliées sur leurs jeux ou enjeux, elles ne pèsent plus dans le débat public et ne parviennent plus à définir l'agenda public.

Les syndicats et tout particulièrement la CGT sont d'abord passés complètement à côté d'un mouvement qu'ils ne comprennent pas, sans doute parce qu'il est créé hors des entreprises et que sa sociologie est hétérogène. Un cadre lyonnais de la CGT, lors du congrès de mai 2019, exprime *a posteriori* ce désarroi : « Pour la première fois, un mouvement puissant a éclaté auquel on n'est pour rien » (*Le Monde*, le 19 mai 2019). La CGT l'assimile hâtivement et

(5) Sandra Laugier, Albert Ogien, « Samedi, j'ai insurrection : neuf leçons à tirer d'un mouvement intermittent » in AOC, *Gilets jaunes. Hypothèses sur un mouvement*, La Découverte, 2019.

(6) *Le Monde*, le 26 janvier 2019.

stratégiquement à l'extrême droite et pense à un feu de paille. Sous l'effet notamment de la professionnalisation du travail syndical, les responsables syndicaux sont de plus en plus en décalage par rapport à des aspirations pourtant proches du cœur de leur travail revendicatif, défendues par nombre de travailleurs pauvres, de retraités modestes ou de jeunes intérimaires⁷. Les transformations du capitalisme ont entraîné une complexification substantielle du travail de représentation. Les élus du personnel et les militants syndicaux doivent désormais siéger dans un nombre croissant d'instances, dans et hors des entreprises, « happés par la nécessité d'intensifier leur formation, s'éloignant géographiquement et socialement, des bases qu'ils étaient censés représenter », et pris dans « une course effrénée à l'adaptation de nouveaux dispositifs de régulation du travail et de l'emploi »⁸. Les syndicats représentent peu les segments sociologiques du mouvement, celui d'un monde du travail atomisé⁹.

Comme l'a montré le sociologue du syndicalisme Karel Yon¹⁰, des facteurs conjoncturels jouent aussi : les syndicats sont centrés sur des enjeux propres à leurs champs au moment de l'émergence du mouvement (les affaires à FO qui ont conduit à la démission de Pascal Pavageau, les élections professionnelles...). La déclaration inter-syndicale du 6 décembre réaffirme de manière un peu corporative le rôle des syndicats dans le dialogue social et dénonce la violence des gilets Jaunes sans évoquer celle du pouvoir. Du côté des mobilisés, les organisations syndicales sont mises dans le même sac que les autres organisations institutionnalisées jugées trop proches du pouvoir et professionnalisées. La CGT cherche ensuite à se rapprocher du mouvement. Mi-décembre, des manœuvres d'approche sont tentées mais le mot d'ordre commun de grève n'est pas un succès¹¹.

(7) Guillaume Gourgues, Maxime Quijoux, « Syndicalisme et gilets jaunes », *La Vie des idées*, 19 décembre 2018.

(8) *Idem*.

(9) Pour le sociologue Yann Le Lann, le cœur du mouvement est constitué de salariés qui ont un rapport fragile au collectif de travail. « Ceux qui se mobilisent sont des salariés qui n'ont pas les moyens de se mettre en grève ». Il note que les gilets jaunes se situent « très loin des organisations syndicales » (*Le Monde*, le 26 décembre 2018).

(10) Karel Yon, « Les syndicats dans la roue des gilets jaunes », in AOC, *Gilets jaunes, op. cit.*

(11) Faute de « convergence des luttes », les gilets jaunes relaient massivement l'appel de la CGT à une journée de grève nationale le 5 février. Elle mobilise 137 000 personnes selon le ministère, 300 000 selon les organisateurs.

Les partis politiques n'ont quant à eux aucune prise sur le mouvement. *Le Monde* repère dans une enquête fouillée (le 6 février 2019) portant sur les principaux groupes facebook du mouvement que les « discours et argumentaires des partis politiques traditionnels ne tiennent qu'une place marginale, voire anecdotique ». Sur les deux cents publications qui y circulent le plus, seuls trois relaient une personnalité politique (Marine Le Pen) ou une députée de la France insoumise (Caroline Fiat). Les gilets jaunes valident plutôt les thèses dégagistes et « populistes de gauche » de la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon exprime son admiration pour Éric Drouet. Martine Le Pen se fait plus discrète... Mais le Rassemblement national ou La France insoumise sont très peu implantés dans la France des villes moyennes ou périurbaines. C'est d'ailleurs un déni de représentation politique et sociale d'une France oubliée que porte le mouvement. Les travaux sur l'implantation électorale de l'extrême droite dans ces territoires montrent qu'elle n'est indexée sur aucune réelle implantation militante. Rappelons que le RN ne possède qu'une vingtaine de permanences sur toute la France¹²!

Les partis ne représentent pas la France « des petits moyens » (Isabelle Coutant¹³) ou « des exclus de l'intérieur » et des « invisibles » (Serge Paugam¹⁴) qui sont le cœur sociologique des gilets jaunes. Les profonds sentiments d'injustice que le mouvement a exprimés ne sont plus portés, exprimés, politisés par les organisations de gauche traditionnelles, y compris les plus radicales comme la France insoumise qui a cherché en vain à récupérer le mouvement. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon est essentiellement ancré sociologiquement dans la fonction publique, les diplômés déclassés ou la « France des quartiers » (un tiers des députés de LFI ont été élus en Seine-saint-Denis), autant de segments peu présents chez les gilets jaunes mobilisés. Dans un vieux langage de la science politique, les gilets jaunes montrent que *la fonction tribunitienne* n'est plus remplie par aucune organisation. Jadis exercée par le Parti communiste, elle permettait de porter la protestation sociale et de l'organiser mais aussi de la canaliser. Faute de cette régulation, le mouvement

(12) Rémi Lefebvre, « Des partis en apesanteur sociale ? » in Igor Martinache, Frédéric Sawicki, dir., *Politique : fin de partis ?*, Le Seuil, La vie des idées, à paraître, 2019.

(13) Isabelle Coutant, « Les "petits-moyens" prennent la parole », in Coll., *Le fond de l'air est jaune*, Seuil, 2019.

(14) Serge Paugam, « Face au mépris social, la revanche des invisibles », in AOC, *Gilets jaunes, op. cit.*

des gilets Jaunes a revêtu un caractère relativement incontrôlable et n'a pas pu domestiquer la violence en son sein¹⁵.

La majorité parlementaire de LREM a quant à elle largement démontré qu'elle était hors sol. Les 300 députés macronistes n'ont que de faibles prises sur leurs territoires locaux d'élection et ont été souvent bien plus des cibles que des médiateurs. La séquence a montré que la majorité paie le prix de ne pas avoir de véritable parti sur lequel s'appuyer. La quasi-totalité des partis d'opposition ont cherché à s'approprier le mouvement selon des modalités et angles différents (Les Républicains (LR) y ont vu la validation de leur rhétorique anti-impôts...) mais sans réel succès. La démarche de faire rentrer à toute force le mouvement dans les catégories interprétatives de la politique et des schèmes partisans s'est révélée un échec. L'assemblage social hétérogène du mouvement n'était sans doute pas « récupérable » par les partis¹⁶.

Cette absence générale de prises partisans sur le mouvement, ce sentiment qu'il échappe à tous les cadres de la politique représentative ont alimenté la perception qu'une crise politique se jouait. « La crise politique naît quand ceux qui dirigent semblent n'avoir aucune prise sur ce qui se passe et c'est à ce moment que la division du pouvoir se manifeste et que des failles commencent à apparaître »¹⁷.

(15) Le philosophe Marc Crépon évoque « la faillite des corps intermédiaires » qui permettait jusqu'alors d'assumer le filtrage des « passions et leur transformation en lutte politique organisée » : « De cet effacement structurel de toute verticalité résulte une horizontalité anomique, au sens où elle ne se plie à aucune discipline. C'est ainsi que la violence échappe à tout contrôle ». *Libération*, le 7 décembre 2018. Le développement de la violence est en général corrélé aux difficultés d'élargissement d'une mobilisation selon Danielle Tartakowsky (*Les Échos*, le 6 décembre 2018). Mais de fait, la violence émeutière qui a caractérisé une partie du mouvement a permis de construire un rapport de forces avec l'exécutif qui s'est révélé efficace.

(16) Les partis sont l'héritage du « régime de classes sociales » selon le sociologue François Dubet. Les classes offraient une représentation unifiée et stable des inégalités et forgeaient des identités collectives. Les partis se greffaient sur ces identités et les entretenaient. Ils donnaient aux dominés une forme de dignité en les intégrant. Les gilets jaunes témoignent d'une forme d'individualisation du mécontentement social qui rend problématique son agrégation en revendications plus articulées (François Dubet, *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme*, Seuil, 2019). L'auteur sous-estime à tort selon nous la dimension collective et politique du mouvement.

(17) Voir le blog de Pierre Khalfâ, Médiapart, le 19 décembre 2018.

Un mouvement a-partisan

Le mouvement s'est révélé de fait a-partisan et/ou anti-partisan. Selon l'enquête réalisée par une équipe de politistes de Grenoble¹⁸, 60 % des interrogés ne se situent pas sur l'axe gauche droite et 8 % ni à gauche ni à droite (niveaux de désaffiliation bien plus élevés que dans la population française globale). Une immense défiance à l'égard des organisations politiques ressort des matériaux collectés par les chercheurs. La critique des partis va de pair avec une conception a-confliktuelle et consensuelle de la politique, la croyance que les intérêts de chacun peuvent être respectés et une représentation moniste et idéalisée du « peuple » qui n'est pas pensé comme traversé par des conflits de classes. La défiance se porte sur les élites politiques et la politique professionnelle (« le peuple contre les gouvernants »¹⁹), guère sur le patronat qui a été peu ciblé. Là encore, l'hétérogénéité sociale du mouvement et sa diversité idéologique sont un obstacle à toute politisation conflictuelle. Comme l'écrit Samuel Hayat, « le mouvement des gilets jaunes s'oppose aux technocrates, mais il en reprend largement la conception péjorative de la politique partisane et la manière de penser l'action publique. Le citoyennisme est le pendant démocratique du macronisme qui nous disent tous les deux qu'il faut en finir avec les idéologies : l'un comme l'autre réduisent la politique à une suite de problèmes à résoudre, de questions auxquelles répondre²⁰ ». La question de la production des inégalités et du rapport salarial a été peu présente « au profit de revendications consensuelles d'économie morale ».

UNE ACTION COLLECTIVE POURTANT ORGANISÉE

Les gilets jaunes ne sont pas pour autant un mouvement social sauvage, qui rejette toute forme d'intermédiation. Si le mouvement a fait l'économie d'une organisation, il a structuré son action, articulant habilement et de manière multi-centrée le territorial et le virtuel, les luttes de proximité des ronds-points et les réseaux sociaux, les actions en province et les manifestations parisiennes. Un travail de médiation politique et sociale a bien été produit sans organisation et sans représentation dans ses formes habituelles. Il y a eu une coordination de

(18) *Le Monde*, le 26 janvier 2019.

(19) De ce point de vue, les gilets jaunes marquent un glissement du « populisme » du champ politique vers le champ social.

(20) « L'économie morale et le pouvoir » in Samuel Hayat, *Le fond de l'air est jaune*, op. cit..

l'action collective sans structure formelle et un travail de représentation du mouvement, même incomplet.

Un mouvement de réseaux sociaux

Le mouvement démontre une nouvelle fois le potentiel de mobilisation qu'offre Internet et sa capacité à élargir l'accès à la parole publique. Les réseaux sociaux et leur viralité ont tenu lieu d'organisation. Ils tendent à fonctionner comme des « ascenseurs contestataires » selon la juriste Coralie Richaud²¹. Ils ont permis de relier des gens inconnus dans une forme d'immédiateté et d'agréger soutiens et mots d'ordre. Facebook s'est vite imposé comme le rond-point des ronds-points et une forme d'« AG » permanente et éclatée du mouvement. Le quotidien *Le Monde* repère dans une enquête fouillée (le 6 février 2019) trois groupes Facebook nationaux (Compteur officiel de « gilets jaunes », Gilet Jaune et Fly rider infos blocage) et voit dans cette concentration le signe d'une « structuration en cours du mouvement ». Tout en donnant un caractère non hiérarchique, les réseaux ont généré des phénomènes de leadership localisés puis nationaux qu'il ne faut pas négliger²². La circulation de l'information est passée par certains acteurs dominants (Éric Drouet ou Maxime Nicolle) que leur influence sur les réseaux sociaux puis dans les médias traditionnels a rendus peu à peu incontournables.

Éric Drouet est emblématique de cette nouvelle manière de diriger un mouvement social *sans en avoir l'air*. Ce chauffeur routier de 33 ans a exercé une influence sans doute considérable quoique de plus en plus critiquée en interne. Créateur de l'événement Facebook du 17 novembre qui a lancé la mobilisation, il est l'administrateur d'un des principaux groupes Facebook des

(21) Cette dernière note que les réseaux sociaux, véhicules de « contre-démocratie » au sens de Pierre Rosanvallon « opposent à l'inertie, la verticalité et la hiérarchisation de la politique une conception horizontale de l'espace public radicalement différente ». La caractéristique propre d'Internet et des réseaux sociaux est d'« aplanir les relations entre Internautes et de donc de casser la verticalité qui caractérise, entre autres, la relation gouvernants-gouvernés ».

(22) Une étude locale passionnante montre que les gilets jaunes ne sont pas un mouvement sans leader et qu'il est au contraire traversé par des luttes de leadership dont les règles sont en constantes négociations. La thèse est ici que si le mouvement réussit à s'inscrire dans le temps, « c'est sans doute moins grâce à la cohérence « morale » des revendications, qu'en raison des mécanismes de construction de collectifs, en concurrence les uns avec les autres ». Jean Baptiste Devaux & Marion Lang & Antoine Lévêque & Christophe Parnet & Valentin Thomas, « La banlieue jaune. Enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La Vie des idées*, 30 avril 2019.

gilets jaunes, « la France en colère !!! » qui atteint rapidement 300 000 membres. Cette figure du mouvement construit sa relation de confiance avec la base des engagés grâce à ses nombreux Facebook lives enregistrés de son camion ou de son salon. Il y répond en direct aux questions qui tombent sur son smartphone. Il conçoit sa fonction comme celle d'un « messenger » qui relaie et filtre les initiatives qu'on lui transmet (« vous me donnez beaucoup de choses à partager, j'essaie de faire le tri », dit-il dans un live) tout en refusant l'invitation de rencontrer le Premier ministre en décembre qui l'identifie comme un interlocuteur potentiel. « Une manifestation parisienne ne devient « officielle » pour les gilets jaunes que si elle est partagée par Éric Drouet »²³.

Le mouvement a produit et porté sa propre communication hors des canaux médiatiques traditionnels via les réseaux sociaux ou en imposant progressivement son langage et ses codes sur les plateaux de télévision, devenus friands de figures *profanes* et anonymes. Il n'est pas seulement fondé sur le refus de la délégation aux politiques mais aussi sur le rejet des intermédiaires médiatiques et leur prétention monopolistique à produire la réalité sociale. Facebook, Twitter, Whatsapp... semblent avoir réduit l'avantage structurel que les élites ou les organisations traditionnelles ont sur les citoyens ou les populations dominées, à savoir le monopole des opinions, le contrôle de l'agenda, de l'ordre du jour, de ce dont on parle, de « ce qui se passe » et de ce qui est important. Ils permettent d'exprimer très vite une colère. On a vu ainsi pendant le mouvement les journaux télévisés de 20 h reprendre littéralement ce qui se passe sur les réseaux et les journalistes aller puiser leurs informations sur Facebook. Le journaliste indépendant Rémy Buisine, proche du mouvement, a produit des vidéos sur Brut. Les gilets jaunes ont produit leurs propres culture et cadres médiatiques à mesure que le mouvement avançait.

Un agenda de revendications

Le mouvement a rempli une autre fonction sans organisation. Un travail d'élaboration d'une ligne politique s'est peu à peu déployé, certes de manière éclatée mais qui a conduit à un élargissement de la cause initiale (l'opposition à la taxe carbone, détonateur de la mobilisation) et à une montée en généralité.

(23) *Libération*, 25 janvier 2019. Les travaux en cours de Pierre Blavier démontrent aussi le rôle des chauffeurs routiers comme *courtiers* et relais d'information entre ronds-points du mouvement.

Les gilets jaunes ont permis un partage de souffrances sociales, rendues publiques, encouragé l'expression de récits individuels de misères, mais ce rôle expressif a été progressivement dépassé par la transmutation de misères individuelles en une cause collective qui s'est dégagée même si elle est restée confuse. Ils ont été souvent analysés principalement comme l'expression négative d'une protestation ou de « passions tristes » pour reprendre l'expression assez méprisante de François Dubet. Mais cette analyse ne rend pas justice au travail politique produit, quoique de manière désordonnée.

Des principes de justice sociale, de dignité, de reconnaissance ont été construits très au-delà des revendications ponctuelles initiales. Une liste de 42 revendications relativement cohérentes est publiée le 28 novembre²⁴. Les gilets jaunes ont de fait réussi à interconnecter une série d'inégalités à partir d'une question de pouvoir d'achat liée à la taxe essence. Si les revendications ont été évolutives, souvent contradictoires et non priorisées et s'apparentent à un inventaire à la Prévert²⁵, elles ont réussi à mettre la justice sociale au cœur du débat public. La matrice de ces revendications renvoie à « l'économie morale des classes populaires », analysée par Samuel Hayat, qui écrit : « le recours à l'économie morale fait naître une capacité d'agir collective, une agency, y compris chez des acteurs sociaux dépossédés des capitaux habituellement nécessaires à la mobilisation »²⁶. L'enquête de Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion à Dieppe (*Le Monde*, le 28 décembre 2018) montre qu'un socle de revendications fait l'unanimité autour d'un agenda de justice sociale. La revalorisation du SMIC, le rétablissement de l'ISF, l'augmentation des retraites suscite un accord de 90 % des personnes interrogées. Loin de glisser vers des thématiques xénophobes, l'agenda des gilets jaunes a glissé aussi selon une certaine cohérence vers la question démocratique et la démocratisation des institutions, selon un processus assez proche de Nuit Debout (alors que la sociologie des deux mouvements était au départ très différenciée)²⁷.

(24) Patrick Farbiaz, *Les Gilets jaunes. Documents et textes*, Éditions du Croquant, 2019.

(25) Le rejet de la dépense publique et de la fiscalité coexiste de manière problématique avec la revendication d'une intervention de l'État.

(26) Samuel Hayat, « L'économie morale et le pouvoir », *op. cit.*

(27) La mise en crise des modalités de la représentation politique et la formulation de nouvelles demandes démocratiques s'expliquent sans doute par l'évolution de la sociologie du mouvement comme le montrent les travaux de Magali Della Sudda et du centre E. Durkheim à Bordeaux.

Outre cette fonction de structuration de l'opinion, le mouvement a assumé une autre fonction que les partis et organisations politiques remplissent de moins en moins : celle de sociabilité, de solidarité et de socialisation. Les enquêtes ou les médias ont documenté la convivialité des ronds-points et la fraternité et l'entraide qui les animaient. Les gilets jaunes ont révélé la solitude et le désœuvrement, notamment des femmes seules très présentes dans le mouvement, mais aussi l'aspiration à l'échange, aux coups de main, à la réciprocité. Autant de valeurs qui tendent à disparaître des partis de gauche dont la sociabilité s'étiolle et qui sont de moins en moins des lieux de vie et d'interconnaissance. Ces échanges et ces relations sociales ont aussi été le creuset d'un processus de politisation et d'apprentissage de la politique²⁸.

LE DILEMME DE L'ORGANISATION

Cette auto-organisation a été efficace mais la question de la durabilité du mouvement et celle, subséquente, de *sa mise en organisation* se sont rapidement posées. Le jeu représentatif a été subverti mais il impose aussi ses règles. Les forces du mouvement (sa souplesse, son informalité, son horizontalité...) sont aussi ses faiblesses (absence d'horizon stratégique clair, de lisibilité...). À partir de février 2019, la fracture a été de plus en plus forte entre la stratégie de la rue et celle des urnes, la seconde impliquant la formalisation d'une organisation dans la perspective des élections européennes de mai. Devenir ou ne pas devenir une organisation (pas forcément liée au jeu électoral) : telle a été une des questions centrales qui a agité le mouvement. Un dilemme l'a rapidement gagné : entrer dans le jeu représentatif (électoral notamment ou dans le champ des organisations du mouvement social) pour durer et peser, avoir un « débouché », au risque de la normalisation et de l'institutionnalisation, ou maintenir une forme du mouvement non organisé ou sans logique de représentation conforme à son style et garant de son efficacité jusque-là. Pour le dire autrement et résumer une alternative classique des mouvements émergents : prendre parti au risque d'être pris par la politique partisane. Nuit Debout quelques années plus tôt a été traversé par les mêmes interrogations et apories. Le scénario italien d'un mouvement Cinq étoiles à la française est aussi

(28) Ces dernières dimensions sont très bien analysées dans Raphaël Challier, « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La Vie des idées*, 19 février 2019.

évoqué. Beppe Grillo s'est appuyé sur une initiative populaire de 350 000 Italiens en 2007 qui aspiraient à un « Parlement propre ». Les mobilisés sont-ils si réfractaires à toute organisation ? On peut en douter. L'enquête de Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion à Dieppe montre que 91 % des enquêtés souhaitent se structurer en un mouvement organisé et durable, et que 80 % pensent qu'il faut des porte-paroles pour les représenter (*Le Monde*, 28 décembre 2018). La question pratique du « comment » est plus problématique...

L'échec des listes aux élections européennes

Diverses « structures » de coordination nationale des gilets jaunes se sont constituées autour de trois légitimités principales : celle des réseaux, celle des plateaux télé et celle du terrain, mais le mouvement n'a pas stabilisé de règles organisationnelles. Malgré les nombreux micro-leaders qu'il a générés, le mouvement n'a pas de représentants officiels et se dérobe aux injonctions des gouvernants qui l'incitent à les produire. Propulsés par leur influence sur les réseaux, les leaders revendiquent le fait *de ne pas en être* et sont contestés s'ils le sont trop (Éric Drouet, Maxime Nicolle, Ingrid Levavasseur ou Priscillia Ludosky ont essuyé ces critiques)²⁹.

Une partie du mouvement annonce fin novembre la création d'une délégation de huit communicants à l'issue d'une consultation de 30 000 personnes sur Internet. Mais « ces messagers » ou « passerelles » qui ne sont pas conçus comme « des décisionnaires » sont d'emblée désavoués comme Éric Drouet qui se retire (*Le Monde*, 28 novembre 2018). Un représentant aurait sans doute nuit à l'identification large dont on a bénéficié le mouvement mais l'absence de leaders reconnus a aussi eu un effet négatif : le sens du mouvement a été qualifié depuis l'extérieur. Faute de porte-parole, on l'a fait parler... beaucoup et souvent pour le desservir. Les médias ont produit sur lui une forme d'injonction au légitimisme politique et électoral : « il faut passer maintenant à la politique » (le passage aux urnes étant construit comme seule

(29) Zeynep Tufekci écrit : « les dynamiques propres à l'économie de l'attention en ligne – la course pour avoir le plus de likes ou de vues – crée des porte-paroles *de facto*. Ces leaders *de facto* se retrouvent eux-mêmes dans une position compliquée : ils attirent beaucoup d'attention sur eux, ce qui est profitable pour le mouvement, mais il leur manque la reconnaissance formelle de leur rôle de porte-parole ». Zeynep Tufekci, *Twitter and Tear Gas : the power and fragility of networked protest*, Yale University press, 2017.

modalité de sortie de crise). Mais aucun consensus n'a pu se dégager autour d'une stratégie d'entrée dans la politique officielle ou électorale.

Un rassemblement de gilets jaunes des plateaux télé se constitue autour d'Hayk Shahinyan, le « Collectif du 17 novembre » qui est à l'origine d'un projet de liste éphémère aux élections européennes menée par Ingrid Levavasseur. La liste prend le nom de RIC (ralliement d'initiative citoyenne) et entend « transformer la colère en projet politique humain, capable d'apporter des réponses aux Français ». Mais ces porte-paroles autoproclamés essuient eux aussi des critiques virulentes à l'annonce de la constitution de la liste. Pour Éric Drouet (*Le Monde*, 11 février 2019) : « la liste trahit le caractère a-partisan du mouvement et fait le jeu électoral de Macron ». Les médias révèlent que de nombreux co-listiers ont déjà eu des engagements partisans. Le projet avorte rapidement.

D'autres projets de liste (une dizaine) sont lancés qui connaissent un sort similaire. Les logiques du jeu électoral mettent sous tension le mouvement. « “Dès lors que vous prétendez aux suffrages, vous ne pouvez plus mener le combat des idées”, estime en février François Boulo, porte-parole de gilets jaunes de Rouen. “Car vous rentrez dans des stratégies pour vous faire élire”. » (*Le Monde*, 13 avril 2019). Si Éric Drouet invite les gilets jaunes à ne pas disperser leurs voix pour peser aux Européennes (*Le Monde*, 13 avril 2019), ils n'ont pas trouvé de traduction politique lors du scrutin. Au final, trois listes se réclamant des gilets jaunes dirigés se présentent au scrutin européen et font collectivement 1 % des voix.

L'assemblée des assemblées

Parallèlement, une autre dynamique non électorale de coordination des gilets jaunes tente de s'imposer. Le 30 novembre, un rassemblement de ronds-points de Commercy, petite ville de la Meuse, lance un appel à créer dans toute la France des assemblées populaires, selon des principes proches du municipalisme ou du communisme libertaires ou du mouvement des autonomes. La question démocratique de la représentation du mouvement est au cœur de la première *Assemblée des assemblées* qui regroupe une centaine de délégations dans cette ville en janvier (*Le Monde*, 29 janvier 2019). Le rejet de la représentation politique est au fondement de cette démarche marquée par le refus du porte-parolat, de la hiérarchie et de la délégation. La légitimité des délégués de cette assemblée pour parler au nom de tous les « gilets jaunes » est

sans cesse remise en cause. « Il y a une telle méfiance, on a peur de trahir et d'être assimilé à ce qu'on combat : ce député à qui on délègue notre vote et qui une fois à l'Assemblée agit sans jamais nous consulter », confie Dominique, 57 ans, venue de Seine-et-Marne. Un autre s'inquiète : « Je ne veux pas voir ce mouvement devenir très formaliste comme ce que j'ai connu à Nuit debout, sinon on laisse gagner les figures du mouvement qui, avec leur live Facebook, sont dans une logique verticale, et sont beaucoup moins légitimes que ces gens mandatés par la base. » Un animateur des débats s'interroge : « Comment s'organiser pour être le plus démocratique possible ? Vous voyez c'est ce qu'on essaye de faire ce soir et on a beaucoup de mal. La démocratie c'est super difficile ! » (*Le Monde*, 29 janvier 2019).

L'assemblée parvient à rédiger un appel commun qui rappelle les raisons de la révolte « contre la vie chère, la précarité et la misère » et appelle à en finir avec les inégalités sociales, tout en dénonçant la répression du mouvement. Les signataires y affirment par ailleurs n'être « ni racistes, ni sexistes, ni homophobes ». On y lit aussi : « Nous ne voulons pas de “représentants” qui finiraient forcément à parler à notre place. [...] Si on nomme des représentants et des porte-paroles, ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. » Ou encore : « ne remettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération ».

L'appel circule, mais il n'est pas relayé par les têtes de réseaux sociaux et sert de référence pour une petite partie des manifestants. Plusieurs semaines plus tard, environ 700 gilets jaunes, délégués par 235 groupes de toute la France se réunissent du 5 au 7 avril 2019 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) pour la deuxième Assemblée des assemblées (*Le Monde*, 7 avril 2019). Aucune des figures médiatiques de la lutte n'a fait le déplacement. La volonté de structurer le mouvement dans le long terme est réaffirmée mais de la façon la plus horizontale possible. Un changement de système anticapitaliste est désormais revendiqué. Les gilets jaunes travaillent en ateliers – la plupart fermés à la presse – autour de différents thèmes : « communiquer en interne et en externe », rédiger « une charte commune des gilets jaunes », un appel sur la question écologique... La convergence nécessaire avec les syndicats s'impose comme une évidence tout comme se dégage un consensus autour de l'idée que le collectif propose des initiatives mais qu'elles sont soumises aux assemblées locales qui ont le dernier mot. La volonté de conserver un fonctionnement horizontal reste forte. Une

plateforme internet est lancée. Une troisième assemblée se tient à Montceau-les-Mines fin juin 2019. Cette deuxième dynamique semble aussi grippée ou limitée...

CONCLUSION :

Les gilets jaunes ont été relativement absents de la séquence électorale des élections européennes. L'ordre électoral a repris ses droits et un des plus puissants mouvements sociaux de ces dernières décennies semble s'être évaporé (ce qui ne signifie pas qu'il ne produira pas des effets de socialisation ou de politisation de plus long terme ou qu'il ne rebondira pas dans les mois à venir...). Le mouvement n'a pas tenu la distance dans le temps même s'il a été long (six mois !) et a bénéficié d'un long et puissant soutien de l'opinion. La violence a pris le pas et a abîmé son image.

Les mécontentements ne sont plus sous le contrôle ou la coordination des organisations et des canaux habituels de la représentation et s'expriment de manière plus imprévisible et moins régulée. Les gilets jaunes ont révélé l'importance du désencadrement d'une partie des catégories populaires et sans doute la nécessité de reconstruire des médiations à gauche...

Comme le note Yves Mény, « la démocratie telle qu'elle fonctionne est fondée sur la représentation et suppose une médiation généralisée des rapports sociaux et politiques. Groupes, syndicats, partis rassemblent, structurent, organisent, mobilisent et agissent pour le compte d'individus, de consommateurs, de citoyens qui n'ont pas forcément les qualités, les moyens, la volonté ou la disponibilité de temps nécessaire à l'action individuelle. Ces filtres sont en train de disparaître ou en tout cas traversent une crise profonde³⁰ ».

Les gilets jaunes expriment tout à la fois une aspiration à la politique et un rejet de la politique instituée et électorale. L'opposition entre le haut et le bas est au cœur du mouvement qui participe de ce point de vue d'une « situation populiste ». Dans ce mouvement, les organisations et médiations n'ont pas leur place puisqu'elles sont au cœur du fonctionnement de la démocratie représentative traditionnelle. Mais ce refus le conduit aussi dans une forme d'impasse politique et stratégique. C'est une des vertus du mouvement que d'avoir conduit à une remise en cause de nos évidences démocratiques. La représentation (et donc sans doute les partis) est-elle l'horizon indépassable de

(30) Yves Mény, *Imparfaites démocraties*, Presses de sciences Po, 2019, p. 232.

la démocratie ? Oui pour le juriste Dominique Rousseau : « Au nom de : reste la règle grammaticale fondamentale du système représentatif ». Il ajoute à l'adresse des gilets jaunes : « sans véhicule, l'idée reste sur place. Sans institution qui la porte dans la durée, l'idée retombe »³¹. Non pour Jacques Rancière qui se réjouit d'un mouvement qui proclame la fin du pouvoir des représentants, « ceux qui pensent et agissent pour les autres » et pour qui la démocratie n'est pas le régime du choix majoritaire des individus mais « l'action qui met en œuvre la capacité de n'importe qui, la capacité de ceux qui n'ont aucune compétence pour légiférer et gouverner »³².

Rémi Lefebvre

(Merci à Pierre Blavier et Samuel Hayat pour leur lecture critique de ce texte)

(31) Dominique Rousseau, « Les gilets jaunes : crise politique ou crise de régime » ? in AOC, *Gilets jaunes, op. cit.*. Voir son article dans ce numéro page

(31) Jacques Rancière, « Les vertus de l'inexplicable », in AOC, *Gilets jaunes, op. cit.*